

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 6 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

CENTERNACH ENERGIE SARL

188 Rue Maurice Béjart CS 57392
34184 MONTPELLIER

Références : UID11/66-C3-2023-069
Code AIOT : 0006605314

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 novembre 2022 dans l'établissement de la société CENTERNACH ENERGIE SARL implanté Lieu-dit Camp Cartié à SAINT-ARNAC (66220). L'inspection a été annoncée le 23 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTERNACH ENERGIE SARL (VALECO)
- Lieu dit Camp Cartié 66220 ST ARNAC
- Code AIOT : 0006605314
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien d'un aérogénérateur d'une puissance totale de 2,3 MW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite du 8 octobre 2019,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2015 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2	/	Sans objet
2	Documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
17	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 5-III	/	Sans objet
15	Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7	/	Sans objet
16	Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte une partie des dispositions contrôlées.

Plusieurs écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques du parc sur le site OREOL. Les dénominations des éoliennes ne correspondent pas avec celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2015. Toutefois, L'exploitant a informé l'inspecteur de sa volonté de modifier le nom de l'éolienne en CEN01-EOL1. Les dispositions de l'arrêté pourront être modifiées en ce sens. L'exploitant doit modifier sa déclaration sous OREOL pour prendre en compte cette nouvelle dénomination.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la

mise en service industrielle de l'installation.
Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de suivi de 2019, 2020 et 2021.
Dans le cadre de ces suivis, l'exploitant a mis en place un bridage chiroptères et un système de détection et d'arrêt (SDA). Ce bridage et ce SDA seront encadrés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.
L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'un suivi a été réalisé en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Les rapports de suivi environnementaux de 2019 à 2021, réalisés par un organisme extérieur, mentionnent le respect du protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées de 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement des données brutes rapports de 2019 à 2021.
L'exploitant doit transmettre la preuve de dépôt des données du rapport de suivi de 2022, rapport devant être transmis au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, l'éolienne E1 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le numéro de l'éolienne ne correspond pas à celui de la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté du 26 août 2011 ni à celui de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2015. Toutefois, l'exploitant a informé l'inspecteur de sa volonté de modifier le nom de l'éolienne en CEN01-EOL1. Les dispositions de l'arrêté pourront être modifiées en ce sens. De plus, un panneau unique, pour le parc de Centernach et le parc voisin, comportant les différentes consignes est présent sur site. Un panneau spécifique avec le nom du parc doit être mis en place sur le chemin d'accès du parc de Centernach.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E1 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est bien en place et comporte bien les opérations de maintenance mais pas les opérations préventives et correctives engagées. Celles-ci sont consignées dans le registre du maintenancier. Afin de respecter le présent article, l'exploitant doit compléter son registre avec les opérations préventives et correctives engagées, malgré le registre du maintenancier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination de ses déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a présenté les documents attestant que l'ensemble des extincteurs a été contrôlé par un organisme extérieur en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures Sup à 35 dB (A) 5 dB (A) 3 dB (A) Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à : Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ; Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ; Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ; Zéro pour une durée supérieure à huit heures. En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>
Constats : L'exploitant a fourni un rapport relatif à la campagne de mesures acoustiques réalisée en 2019 qui conclut au respect des valeurs limites de niveaux sonores et d'émergence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 5-III
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p>
Constats : L'exploitant a justifié de la constitution des garanties financières en fournissant un acte de cautionnement valide jusqu'en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction autonome
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les nacelles sont équipées de dispositifs autonomes d'extinction incendie à déclenchement automatique.
Constats : L'éolienne est bien équipée d'un dispositif autonome d'extinction incendie à déclenchement automatique qui a été contrôlé par un organisme extérieur en 2022, selon le justificatif produit par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction autonome
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une réserve incendie d'au moins 120 m ³ d'eau est mise en place et entretenue afin de disposer à tout moment de la pleine capacité. En accord avec le SDIS, cette réserve incendie peut être mutualisée avec celle prévue sur le parc voisin (société Centrale Éolienne du Fenouillèdes). Une plate-forme est aménagée à proximité de cette réserve pour la mise en station des engins de pompage. Cette plate-forme présente une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kN et ayant une superficie de 32m ² (8x4), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 m minimum. En outre cette réserve d'eau doit répondre aux caractéristiques suivantes : - hauteur géométrique d'aspiration à 6m dans le cas le plus défavorable, - volume d'eau constant en toute saison, - protection sur la périphérie au moyen d'une clôture munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites.
Constats : Deux réserves incendie de 60 m ³ d'eau sont en place sur le parc voisin (société Centrale Éolienne du Fenouillèdes). Ces réserves sont des bâches souples. Toutefois, ces deux réserves ne sont pas clôturées comme mentionné par l'article. A noter que le parc voisin n'a pas cette contrainte de clôture. L'exploitant a demandé la modification de cette disposition relative à la clôture. Considérant l'absence de risque de noyade comme pour une aire d'aspiration ou une réserve à l'aire libre, la clôture n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I
Thème(s) : Autre, Traduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p> <p>Constats : Sur les trois rapports de maintenance de 2021 et 2022, contrôlés dans le cadre de la visite, deux sont en anglais et non en français.</p> <p>Un rappel des dispositions du présent article a été fait à l'exploitant.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 16 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>Constats : L'exploitation a transmis plusieurs documents relatifs aux habilitations pour du personnel de deux sociétés, Valeco et ENERCON.</p> <p>Ces documents ne sont pas mis en lien avec les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, aucun document ne justifie que le personnel connaît les procédures à suivre en cas d'urgence.</p> <p>Enfin, l'exploitant a transmis un compte-rendu d'un exercice d'entraînement, réalisé en 2021, portant sur l'accident d'un technicien en nacelle. L'exploitant n'a pas transmis de document d'habilitation/formation pour une des personnes de Valeco (personnel intervenant) ayant participé à l'exercice. Pour rappel, les exercices doivent porter sur les procédures concernant les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 précité, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>